

Nous, «citoyens-mangeurs» du Québec, déclarons :

- Que s'alimenter répond à un besoin fondamental, comme le fait de s'abreuver, de se vêtir ou de se loger;
- Que s'alimenter est un enjeu social et humain prioritaire et fondamental;
- Que les moyens de produire et distribuer des aliments sont des enjeux collectifs;
- Que nous ne souscrivons pas à la logique selon laquelle les agriculteurs devraient être mis en concurrence les uns contre les autres, ni ici au Québec, pas plus qu'entre les agriculteurs du Québec et ceux d'ailleurs dans le monde. La diversité des cultures comestibles, le bien-être et la diversité des espèces d'animaux d'élevage, la qualité des aliments, l'environnement (distances parcourues par les aliments), les producteurs agricoles et les consommateurs en sortent perdants.
- Que l'alimentation détermine en bonne partie notre qualité de vie et celle de ceux qui cultivent et préparent nos aliments;
- Que l'alimentation doit donc être issue d'un système favorable à la prise en charge individuelle et collective de l'alimentation;
- Que les aliments sains ne doivent pas manquer à ceux qui ont peu de moyens économiques ou culturels pour se les procurer ou les apprêter;
- Que les aliments doivent être issus de pratiques agricoles et d'opérations agroalimentaires qui limitent les effets négatifs sur :
 - l'environnement;
 - le savoir-faire culinaire, la santé des citoyens et le rapport normal qu'ils doivent entretenir avec les citoyens agriculteurs;
 - la capacité des agriculteurs à vivre avec un minimum de stress et une qualité de vie enviable;
- Que l'alimentation doit donc être issue d'un système qui apporte l'aliment, mais aussi l'information et le «pouvoir» sur ce système;
- Nous privilégions, pour y arriver, les systèmes alimentaires qui nous procurent de la capacité d'information et de décision et qui s'inscrivent dans une démarche de proximité et de solidarité avec nos concitoyens agriculteurs. Les coopératives (ou les OBNL), les marchés publics, l'agriculture soutenue par communauté (ASC), les cuisines collectives, les CPE et les écoles sont des moyens concrets et privilégiés pour agir face aux nouveaux enjeux de la sécurité alimentaire;
- Nous ne croyons pas que les citoyens seuls arriveront à modifier substantiellement le système alimentaire. Ainsi, nous pressons notre gouvernement d'agir prioritairement dans le sens des intérêts des citoyens mangeurs.

Face à ces constats,

Nous déclarons que nous ne voulons pas :

- Manger d'OGM
- Manger d'aliments contenant des résidus de pesticides;
- Manger d'aliments contenant d'antibiotiques
- Manger d'aliments contenant des hormones
- Manger d'aliment irradiés
- Que santé Canada détermine pour nous, sur la base de démonstrations faites par l'industrie, les seuils acceptables de pesticides et autres poisons pouvant se trouver sur ou dans nos aliments.

Nous déclarons que nous voulons :

- Manger des aliments qui ont été cultivés et élevés dans le plus strict respect de l'environnement (biologiques et locaux);
- Manger des aliments qui soient issus de circuits courts et solidaires de mise en marché afin de retrouver notre capacité d'agir dans le système alimentaire;
- S'ils sont issus de circuits longs de mise en marché (supermarchés) nous voulons manger des aliments identifiés clairement :
 - Provenance;
 - Modes de production (bio)
 - Modes de préparation (synthétique ou non);
 - Ingrédients;
 - OGM (obligatoire);
 - Contexte organisationnel dans lequel ils ont été préparés (entreprise coopérative);
- D'ailleurs, nous demandons au gouvernement qu'il impose un minimum ambitieux de vente d'aliments du Québec dans les grandes chaînes ou qu'il soutienne les efforts civils qui auraient pour effet d'identifier les commerces alimentaires les plus méritants à l'égard de leurs approvisionnements alimentaires;
- Nous demandons à l'État de favoriser et soutenir les systèmes alimentaires courts, sains et solidaires des citoyens agriculteurs du Québec. Aussi, nous demandons à l'État de soutenir les citoyens-mangeurs qui se tournent déjà et se tourneront vers de tels systèmes alimentaires;
- Nous demandons aussi à l'État de soutenir clairement les producteurs et productrices agricoles qui approvisionnent en produits bio et locaux,

régionaux et québécois, les citoyens du Québec et qu'il délaisse ainsi sa stratégie de «conquête de marché» pour adopter celle de la souveraineté et de l'autonomie alimentaire. À cet égard, nous demandons à l'État québécois de militer farouchement auprès du gouvernement fédéral afin qu'il défende la gestion de l'offre comme moyen concret et très efficace d'atteindre la souveraineté alimentaire;

- Nous suggérons à l'État d'étendre sa politique du «pollueur-payeur» au cas de l'utilisation des pesticides utilisés en agriculture de manière à soutenir, à même de nouveaux revenus ainsi obtenus (taxes sur les ventes de pesticides), ceux et celles des agriculteurs qui n'en utilisent pas (bio).

Et nous nous engageons à :

- Favoriser les aliments bio et locaux
-
- Privilégier davantage de produits de base (fruits et légumes frais, ou faiblement transformés, céréales et légumineuses, viandes du Québec, etc.) et donc à cuisiner davantage;
- Militer dans nos institutions publiques et para-publiques (CPE, écoles, hôpitaux) et auprès de nos élus, afin que des aliments du Québec, préférablement bio, y soient servis à nos adultes de demain;
- Soutenir les revendications de ces institutions afin qu'elles puissent, sur les plan budgétaire et opérationnel, faire de tels choix;
- Privilégier les moyens d'approvisionnement qui sont plus solidaires des agriculteurs du Québec (ASC, CPEs locaux-bio, Écoles bio-locales, Marchés publics, Coopératives de solidarité, Coopérative d'alimentation);
- Accorder une place plus importante à l'alimentation, dans nos dépenses ménagères (actuellement à 12,5% au Québec, contre plus de 20% en Europe);